



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

finances

Question écrite n° 42007

Texte de la question

M. Philippe Armand Martin attire l'attention de Mme la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique sur le rapport de la Cour des comptes relatif aux finances locales. Selon la juridiction financière, dans le contexte particulier des engagements de la France tendant à réduire les déficits publics, il apparaît plus que jamais nécessaire d'apprécier la situation et les perspectives financières des collectivités territoriales dans un cadre plus large tenant compte de la nécessité de mieux conjuguer les efforts de l'État et des administrations locales pour parvenir à une réduction durable de la dépense publique. Elle estime ainsi que les collectivités territoriales ne sauraient s'exonérer des contraintes qui en résultent. La Cour suggère pour les grandes collectivités et les EPCI de mettre en place les moyens et les procédures d'un contrôle interne comptable et financier approprié en s'inspirant des meilleures pratiques des collectivités les plus avancées en ce domaine. Il lui demande si le Gouvernement entend donner une suite concrète à cette suggestion.

Texte de la réponse

Pour mobiliser l'ensemble des acteurs concernés, le ministre chargé du budget a pris l'initiative de constituer un comité national relatif à la fiabilité des comptes publics locaux, présidé par la direction générale des finances publiques (DGFIP) et composé de représentants de la Cour des comptes, des associations nationales représentatives des élus locaux (AMF, ADF, ARF, ...) et de la direction générale des collectivités locales. Ce comité a constitué des groupes de travail thématiques (gestion de l'actif immobilisé et de l'endettement, comptabilité d'engagement, engagements hors bilan, ...) composés de praticiens (fonctionnaires territoriaux, comptables publics et magistrats financiers) qui ont élaboré des guides et autres documents d'aide à la fiabilisation des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Cette boîte à outils, progressivement étoffée en 2012 et 2013, est librement accessible sur le portail internet gouvernemental dédié au secteur public local (www.collectivites-locales.gouv.fr). Toutes ces actions, qui complètent l'actualisation régulière des référentiels budgétaires et comptables pour tenir compte notamment des avis du conseil de normalisation des comptes publics, renforcent la qualité comptable désormais définie par l'article 57 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Au nombre des travaux menés par ce comité partenarial figure un chantier concernant le contrôle interne, qui a pour objet d'assurer la maîtrise des risques pouvant nuire à la qualité des comptes publics locaux. Il faut souligner d'abord que le statut et le positionnement du comptable public sont une garantie intrinsèque forte de contrôle interne (séparation des fonctions de décision et d'exécution financière). Cette maîtrise des risques dans le secteur public local suppose toutefois un partenariat étroit entre les deux acteurs de la fonction comptable que sont l'ordonnateur (exécutif local) et le comptable public. Ces deux acteurs peuvent formaliser leurs engagements réciproques dans des conventions de partenariat pouvant comprendre des mesures d'approfondissement du contrôle interne de bout en bout des chaînes financières. A ce titre, la DGFIP propose désormais à chaque collectivité territoriale intéressée d'apporter un appui méthodologique et documentaire à ses élus et cadres territoriaux pour les aider à s'engager dans une démarche de fiabilisation des comptes et des états financiers de la collectivité. Comme exemple de cet appui, peut être citée la diffusion récente sur le portail internet précité d'un référentiel de contrôle interne relatif aux risques majeurs de la commande publique. Ces référentiels constituent une documentation indispensable à la mise en oeuvre d'une démarche de maîtrise des risques en documentant les procédures à

forts enjeux traitées par les collectivités et permettent de structurer leur démarche. Il servent également de base de réflexion pour l'encadrement des services des collectivités en énumérant, pour chaque tâche et/ou opération, le principal risque identifié pouvant porter atteinte à la qualité et la fiabilité des comptes. Un autre exemple de document d'aide ainsi diffusé est le modèle de règlement financier permettant de mieux sécuriser l'engagement et le suivi des autorisations budgétaires y compris dans un cadre pluriannuel. Enfin, la DGFIP travaille actuellement sur la mise à jour du référentiel de contrôle interne concernant les régies, marquant sa volonté de doter les acteurs locaux de référentiels pertinents dans les principales zones de risques.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Armand Martin](#)

Circonscription : Marne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42007

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 novembre 2013](#), page 11778

Réponse publiée au JO le : [18 février 2014](#), page 1554